African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 30 Juin 2025

Territoire d'Ubundu en RD Congo, pauvreté dans l'abondance, au-delà de la thèse de Richard Auty

Ubundu territory in DR Congo, poverty in abundance, beyond Richard Auty's thesis.

Auteur 1 : Aguba Manzanga Trésor
Auteur 2 : Bembonga Moganga Benjamin
Auteur 3 : Antoine Bily Bolakonga

Aguba Manzanga Trésor,
Chercheur/Université de Kisangani, faculté des sciences économiques, RD Congo

Bembonga Moganga Benjamin,
Chercheur/Université de Kisangani, faculté des sciences économiques, RD Congo

Antoine Bily Bolakonga,
Chercheur à l'institut facultaire de sciences agronomiques de Yangambi (IFA- YANGAMBI) ,RD Congo

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : MAPAMBOLI POSA .F & KABANGA KADIMA .Y (2025). « Territoire d'Ubundu en RD Congo, pauvreté dans l'abondance, au-delà de la thèse de Richard Auty », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 30 »
pp: 1201– 1220.

DOI : 10.5281/zenodo.15873861
Copyright © 2025 – ASJ

AFRICAN SCIENTIFIC JOURNAL
MANAGEMENT AND ECONOMIC DEVELOPMENT

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 30, Juin 2025

Résumé

L'étude analyse la soutenabilité de la dette publique en République Démocratique du Congo (RDC) entre 2015 et 2024. Elle s'appuie sur une approche théorique et empirique afin d'évaluer la capacité du pays à honorer ses engagements financiers sans compromettre sa stabilité macroéconomique.

La revue de la littérature met en évidence les principaux cadres d'analyse de la soutenabilité, notamment la contrainte budgétaire intertemporelle, la condition de non-Ponzi et les facteurs macroéconomiques (croissance, taux d'intérêt, solde primaire). Plusieurs études empiriques révèlent que la soutenabilité dépend de la qualité des institutions, de la discipline budgétaire, de la structure de la dette et des chocs exogènes.

L'analyse des données montre que malgré une augmentation significative de l'encours de la dette (de 5,1 à 11,1 milliards USD entre 2018 et 2024), le ratio dette/PIB reste faible (15,5 % en 2024), bien en dessous de la moyenne régionale (59 %). La dette extérieure est principalement contractée auprès des créanciers multilatéraux (FMI, Banque mondiale) et bilatéraux (notamment la Chine et l'Inde), tandis que la dette intérieure est dominée par les obligations envers la Banque centrale et les arriérés budgétaires.

Le service de la dette reste modéré, représentant en moyenne 8 % des recettes courantes, bien que sa croissance, particulièrement celle liée à la dette intérieure, mérite attention. L'étude conclut que la dette publique congolaise est, à ce jour, soutenable. Toutefois, elle recommande une vigilance accrue, notamment en matière de discipline budgétaire, de diversification des sources de financement, de renforcement des institutions, et de gestion proactive de la dette intérieure.

Mots clés : Dette publique, Ratio dette/ PIB, Dette intérieure et dette extérieure.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 30, Juin 2025

Abstract

The study analyzes the sustainability of public debt in the Democratic Republic of the Congo (DRC) between 2015 and 2024. It adopts both theoretical and empirical approaches to assess the country's ability to meet its financial commitments without undermining macroeconomic stability. The literature review highlights the main analytical frameworks for debt sustainability, including the intertemporal budget constraint, the non-Ponzi condition, and key macroeconomic factors such as growth, interest rates, and the primary balance. Several empirical studies show that sustainability depends on the quality of institutions, fiscal discipline, debt structure, and exposure to exogenous shocks.

Data analysis reveals that despite a significant increase in the public debt stock (from USD 5.1 billion in 2018 to USD 11.1 billion in 2024), the debt-to-GDP ratio remains low (15.5% in 2024), well below the regional average of 59%. External debt is primarily contracted from multilateral creditors (such as the IMF and the World Bank) and bilateral partners (notably China and India), while domestic debt is mainly composed of obligations to the Central Bank and budgetary arrears.

Debt service remains moderate, averaging 8% of current revenues, although its upward trend—especially for domestic debt—warrants attention. The study concludes that, as of today, Congo's public debt is sustainable. However, it recommends increased vigilance, particularly in terms of fiscal discipline, diversification of financing sources, strengthening of institutions, and proactive management of domestic debt.

Keywords : Public debt, Debt/GDP ratio, Domestic and foreign debt.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 30, Juin 2025

1. Introduction

La soutenabilité de la dette publique constitue une préoccupation majeure tant pour les pays développés que pour les pays en développement. Elle fait référence à la capacité d'un État à honorer ses engagements financiers présents et futurs sans recourir à des ajustements macroéconomiques brutaux ni compromettre sa croissance économique. De nombreux travaux théoriques et empiriques ont été menés pour évaluer les conditions sous lesquelles la dette publique devient insoutenable.

Dans le contexte européen, Reinhart et Rogoff (2010) ont montré qu'au-delà d'un certain seuil (souvent cité comme 90 % du PIB), la dette publique peut freiner la croissance économique. Cependant, ce seuil a été largement débattu et remis en question (Herndon et al., 2014). Les travaux empiriques sur les pays africains montrent que la soutenabilité est souvent liée à la qualité de la gouvernance, à la structure économique (dépendance aux matières premières) et à la capacité de mobilisation des ressources intérieures (IMF, 2021 ; Ndikumana et Boyce, 2011). Par exemple, la soutenabilité de la dette dans les pays d'Afrique subsaharienne est fréquemment menacée par des chocs exogènes (fluctuation des prix des matières premières, climat, etc.).

Les préoccupations des dirigeants politiques sont tournées vers la capacité de leurs pays à faire face à leurs engagements financiers notamment. Cela passe par la maîtrise des déficits budgétaires, source d'accroissement de la dette publique. En France, la loi de Finances de l'exercice 2025 n'a pas pu être votée à temps à la suite des débats houleux portant essentiellement sur le niveau de déficit budgétaire à retenir. A fin 2024, la dette publique des USA a représenté 123% du PIB. Ce ratio est de 161% en Grèce, 110% en France, 127% en Zambie, près de 59% en moyenne en Afrique subsaharienne.

En République Démocratique du Congo, certains hommes politiques, principalement ceux de l'opposition décrient une mauvaise gouvernance du pouvoir en place, faisant allusion notamment à un niveau très élevé de la dette publique. La dette publique de la RDC, comme dans plusieurs pays en développement est composée essentiellement des emprunts contractés auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux pour ce qui est de la dette extérieure, et des arriérés budgétaires et dettes envers la Banque centrale du Congo (BCC), en ce qui concerne la dette intérieure.

Mais qu'en est-il réellement ? Quel est le niveau de la dette publique congolaise ? **Le Gouvernement congolais est-il à mesure de faire face à ses engagements vis-à-vis de ses partenaires financiers ?**

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 30, Juin 2025

L'objectif de cette étude est d'apprécier le niveau de soutenabilité de la dette publique de la République Démocratique du Congo sur la période 2015-2024 et identifier les facteurs macroéconomiques, institutionnels et structurels qui influencent cette soutenabilité, afin de formuler des recommandations pour une gestion prudente et proactive de l'endettement.

Hormis l'introduction et la conclusion, notre étude se subdivise en 4 sections dont : La revue de la littérature, ensuite la méthodologie, puis la présentation et discussions des résultats.

2. Revue de la littérature

2.1. Revue de la littérature théorique

Selon le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale, une dette publique est considérée comme soutenable lorsqu'un gouvernement peut continuer à remplir ses obligations de dette sans recourir à un financement exceptionnel ou sans compromettre sa stabilité macroéconomique. Cela implique qu'à long terme, le ratio dette/PIB ne croît pas de manière explosive.

La question de la durabilité de la dette publique s'inscrit dans une tradition théorique remontant à l'analyse de la contrainte budgétaire intertemporelle de l'État. Selon Barro (1979), un gouvernement rationnel choisit une trajectoire de déficit public qui minimise les distorsions fiscales dans le temps, ce qui implique que la dette publique suit une logique d'optimisation intertemporelle. La politique budgétaire devient ainsi un instrument de stabilisation macroéconomique sous contrainte d'optimalité dynamique. Une des premières formulations rigoureuses de la soutenabilité repose sur la condition de non-Ponzi, selon laquelle un État ne peut pas financer indéfiniment sa dette par de nouveaux emprunts.

Blanchard et Fischer (1989) indiquent que cette condition implique que la valeur actualisée des excédents budgétaires futurs soit au moins égale au niveau initial de la dette publique. En d'autres termes, la dette est soutenable si elle ne croît pas plus vite que le taux d'intérêt réel à long terme, sauf si elle est compensée par un solde primaire futur positif.

Buiter (1985) affine cette approche en montrant que la soutenabilité d'un programme budgétaire dépend non seulement des valeurs présentes de la dette et du déficit, mais aussi de l'hypothèse implicite de la volonté du gouvernement à ajuster ses politiques fiscales dans le futur. Dans cette perspective, un programme de dette peut être mathématiquement soutenable tout en étant politiquement ou socialement irréaliste, si l'effort budgétaire requis excède ce qui est économiquement ou socialement acceptable.

Au-delà de la contrainte budgétaire intertemporelle, d'autres travaux théoriques ont élargi la notion de soutenabilité en tenant compte des attentes des agents et des dynamiques

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 30, Juin 2025

macroéconomiques. Par exemple, Sargent et Wallace (1981) introduisent la possibilité que les politiques monétaires et budgétaires ne soient pas indépendantes : une politique budgétaire insoutenable peut forcer la banque centrale à monétiser la dette, ce qui conduit à une instabilité inflationniste — un phénomène appelé « dominance budgétaire ».

Dans une perspective néo-keynésienne, Leeper (1991) propose une classification des régimes de politique économique en distinguant entre régimes actifs et passifs : la dette est soutenable si la politique fiscale est passive (c'est-à-dire réagit aux évolutions de la dette), tandis que la politique monétaire est active. Dans le cas contraire, la politique monétaire pourrait ne pas assurer la stabilité nominale, rendant la dette insoutenable.

De manière complémentaire, certains modèles introduisent l'incertitude et les chocs macroéconomiques dans l'analyse de la soutenabilité. Calvo (1988) montre que dans un contexte d'imperfections de marché et de risques souverains, la soutenabilité dépend de la crédibilité du gouvernement et de la probabilité d'un défaut anticipé par les marchés. Ainsi, une dette théoriquement soutenable dans un cadre déterministe peut devenir insoutenable si les agents anticipent une crise de liquidité.

Enfin, des approches théoriques plus récentes, comme celle de Ostry et al. (2010), introduisent la notion de « fatigue fiscale » : au-delà d'un certain niveau de dette, l'effort fiscal nécessaire pour stabiliser la trajectoire de la dette devient de plus en plus difficile à maintenir, en raison de contraintes politiques, économiques ou sociales. Cela remet en question la soutenabilité même lorsque la dette semble mathématiquement viable. La durabilité de la dette publique est une préoccupation majeure pour les gouvernements et les institutions financières internationales. Elle dépend de plusieurs facteurs économiques, institutionnels et politiques qui influencent la capacité d'un pays à honorer ses engagements à long terme. (FMI, 2002).

La dette publique est composée : de la dette publique interne et la dette publique externe. La dette intérieure publique est composée par des emprunts ou des obligations émises par l'Etat ou ses entités dépendantes auprès des opérateurs économiques ordinaires nationaux (particuliers, entreprises, système bancaire). (Akiyo & Gbaguidi, 2023). La dette extérieure publique constitue l'ensemble des dettes qui sont dues par un pays à des emprunteurs étrangers. (Werake, 2024)

Les approches théoriques de la durabilité de la dette publique se fondent sur différents cadres analytiques :

La littérature théorique sur la soutenabilité de la dette publique propose plusieurs approches complémentaires. L'approche intertemporelle repose sur l'idée qu'un gouvernement doit

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 30, Juin 2025

garantir que la somme actualisée de ses excédents budgétaires futurs soit suffisante pour rembourser l'ensemble de sa dette actuelle, évitant ainsi le recours à un financement perpétuel par l'emprunt (Werake, 2024). Les modèles keynésiens, quant à eux, soutiennent qu'une politique budgétaire expansionniste peut renforcer la soutenabilité de la dette en favorisant la croissance économique, à condition que l'effet multiplicateur de la dépense publique soit suffisamment important pour générer des recettes fiscales accrues (Nsambu et al., 2023). Enfin, l'approche fondée sur la solvabilité considère qu'une dette est soutenable si le ratio dette/PIB ne croît pas indéfiniment, ce qui implique que le taux de croissance économique à long terme soit supérieur au taux d'intérêt appliqué à la dette publique (Sundus et al., 2022).

Les études empiriques analysent les déterminants de la soutenabilité de la dette en utilisant des données historiques et des modèles économétriques :

- Facteurs macroéconomiques : L'inflation, la croissance du PIB et les taux d'intérêt sont des variables clés influençant la dynamique de la dette (Werake, 2024).
- Facteurs institutionnels : La qualité des institutions et de la gouvernance joue un rôle crucial dans la gestion de la dette publique (Sundus & *al*., 2022).
- Facteurs politiques : L'instabilité politique et les choix budgétaires affectent la perception des marchés et la capacité à refinancer la dette (Nsambu & *al*., 2023).

La question de la soutenabilité de la dette publique occupe une place centrale dans les débats macroéconomiques contemporains, en particulier lorsqu'il s'agit d'évaluer les orientations budgétaires à moyen et long terme. Selon Mankiw (2014), la dette publique correspond à l'accumulation des déficits budgétaires passés, c'est-à-dire à la différence entre les dépenses publiques et les recettes fiscales sur une période donnée. Une dette est considérée comme soutenable lorsque l'État est en mesure de la rembourser sans recourir à des ajustements macroéconomiques excessifs, tels qu'une hausse abrupte des prélèvements obligatoires, une réduction drastique des dépenses publiques, ou encore une monétisation de la dette susceptible d'engendrer une pression inflationniste.

La pertinence de l'analyse de la dette publique repose davantage sur son poids relatif dans l'économie que sur son niveau absolu. À ce titre, le ratio dette/PIB constitue un indicateur de référence permettant d'apprécier la capacité d'un pays à honorer ses engagements. Une dette élevée peut demeurer soutenable si elle s'accompagne d'une croissance économique robuste, qui permettrait d'élargir l'assiette fiscale. En revanche, une détérioration de la conjoncture économique ou une augmentation des taux d'intérêt peut compromettre la dynamique de soutenabilité.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 30, Juin 2025

Dans le cadre du modèle de croissance de long terme, Mankiw souligne que la soutenabilité repose fondamentalement sur la relation entre le taux d'intérêt réel (r) et le taux de croissance économique (g). Lorsque r < g, la dette publique peut, en théorie, croître sans compromettre l'équilibre budgétaire, dans la mesure où la croissance des revenus nationaux permet d'en absorber la charge. Toutefois, cette situation demeure conditionnée à la confiance des marchés financiers. Une perte de crédibilité budgétaire peut entraîner une hausse du coût de financement, compromettant ainsi la trajectoire de la dette.

Par ailleurs, la littérature met également en lumière les implications intergénérationnelles de l'endettement public. Financer des dépenses courantes par le recours à la dette revient à transférer une partie du fardeau fiscal aux générations futures, sauf si cette dette finance des investissements productifs capables de stimuler la croissance potentielle (Barro, 1979 ; Mankiw, 2014). Dès lors, la soutenabilité ne renvoie pas uniquement à des critères financiers ou économiques, mais implique également des considérations politiques et éthiques.

2.2.Revue de la littérature empirique

Werake (2024) a analysé les principales variables fiscales et macroéconomiques influençant la soutenabilité de la dette, tout en identifiant les approches théoriques pertinentes. Les méthodologies employées incluaient des études quantitatives, qualitatives et mixtes. Les recherches antérieures soulignent une relation positive entre la dette publique et plusieurs variables macroéconomiques. Il en ressort que la soutenabilité de la dette publique est influencée par le solde primaire, la croissance économique, le taux de change et le taux d'intérêt réel. De plus, l'amélioration des facteurs macroéconomiques, visant à accroître les recettes et à réduire les dépenses, contribue également à la réduction du ratio dette/PIB. Il est donc essentiel pour les gouvernements de mettre en place une stratégie visant à élaborer un cadre de gestion durable de la dette. Une telle approche permettrait d'assurer un niveau d'endettement soutenable à moyen terme et de préserver la stabilité macroéconomique du pays.

Dans leur travail **Akiyo & Gbaguidi (2023)** dont l'objectif principal de cette recherche est d'identifier les facteurs déterminants du niveau de la dette publique du Bénin. Cette étude a analysé les problématiques liées à l'endettement, mettant particulièrement l'accent sur les facteurs explicatifs du niveau d'endettement public. L'analyse empirique des déterminants de l'endettement public au Bénin effectuée à l'aide d'un modèle à correction d'erreur indique que : les variables telles que le service de la dette par rapport aux exportations, les importations par rapport au PIB et la pression démographique sont pertinentes dans l'explication du niveau d'endettement et ont un impact positif sur la dette publique du Bénin à long terme. Les variables

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 30, Juin 2025

: ouverture commerciale et taux de croissance du PIB sont aussi pertinents dans l'explication du niveau d'endettement et impactent négativement la dette publique à long terme. À court terme, le service de la dette par rapport aux exportations, la fuite des capitaux et la croissance démographique augmentent le taux d'endettement du Bénin alors que l'ouverture commerciale l'améliore. Les résultats ont conduit à l'élaboration de recommandations pour les cadres d'actions et les stratégies, notamment l'amélioration de la compétitivité de l'économie béninoise, le cadre adéquat pour stimuler la croissance économique, l'allégement du service de la dette, la maîtrise de la croissance démographique et la maîtrise des dépenses en direction de biens importés.

Nsambu & *al*., 2023 leur étude reposait sur le modèle de la dynamique de la dette publique, qui examine les liens entre les variations de la dette publique et les principaux facteurs macroéconomiques tels que le PIB réel, le solde primaire, le taux de change, le taux d'intérêt réel et l'ouverture commerciale. Tout en reconnaissant l'importance des variables fondamentales identifiées par *Mupunga et Le Roux*, leur analyse empirique de la dynamique de la dette d'un pays va au-delà de ces facteurs. D'autres variables de contrôle sont prises en compte, notamment l'écart de production et le solde courant hors intérêts. Adapté au contexte économique de l'Ouganda, ce modèle empirique vise à fournir une compréhension approfondie des divers déterminants influençant la dynamique de la dette dans la région. Les principaux résultats de cette étude indiquent que le solde primaire, le taux d'intérêt réel et le taux de change effectif réel ont un impact positif et significatif sur le ratio d'endettement, ce qui suggère que l'excédent budgétaire, des taux d'intérêt bas et l'appréciation de la monnaie favorisent la réduction et la soutenabilité de la dette. L'étude révèle également que le ratio de la dette est négativement et significativement influencé par le solde du compte courant, indiquant qu'un excédent commercial contribue favorablement à la gestion de la dette. En revanche, la croissance du PIB ne semble pas exercer d'influence significative sur le ratio d'endettement, suggérant que la croissance économique pourrait ne pas avoir un effet marqué sur la dynamique de la dette en Ouganda. La soutenabilité de la dette publique repose sur une combinaison de facteurs économiques, institutionnels et politiques. La littérature montre qu'aucun déterminant unique ne suffit à assurer la stabilité de la dette, et que des politiques budgétaires prudentes et des institutions solides sont essentielles pour garantir une gestion efficace de la dette publique.

Sundus & *al*., 2022 cette étude visait à identifier les principaux facteurs influençant la dynamique de la dette publique et à en évaluer la soutenabilité au Pakistan.l'étude applique l'approche de la dynamique de la dette afin d'analyser empiriquement les déterminants de

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 30, Juin 2025

l'évolution des niveaux d'endettement ainsi que la soutenabilité de la dette publique. De plus, la méthode ARDL est utilisée pour examiner la dynamique de la dette à court et à long terme sur la période historique allant de 1975 à 2021. Cette étude se distingue des travaux existants sur l'évaluation de la dette au Pakistan en intégrant simultanément les deux dimensions essentielles de la dette publique (ses déterminants et sa stabilité) à travers une approche novatrice de modélisation dynamique et l'exploitation des données les plus récentes. Les conclusions indiquent un impact positif et significatif du déficit budgétaire, de la dépréciation du taux de change et du taux d'intérêt sur la dette publique au Pakistan. L'analyse de la soutenabilité de la dette révèle par ailleurs une instabilité persistante de la dette publique sur l'ensemble de la période étudiée, à l'exception de quelques années. Les résultats de la régression confirment ces constats, mettant en évidence que les principaux facteurs à l'origine de l'aggravation du fardeau de la dette sont l'indiscipline budgétaire, le coût croissant induit par la dépréciation du taux de change et la hausse des taux d'intérêt.

Koech, 2012 son étude examine donc les déterminants de la soutenabilité de la dette extérieure du Kenya. Les conclusions de l'étude indiquent que la soutenabilité de la dette extérieure du Kenya est principalement déterminée par les exportations, le PIB, la dette intérieure et la dette extérieure. L'accumulation de la dette extérieure a augmenté au fil des années, avec des indicateurs de fardeau de la dette progressant régulièrement au début des années 1990. En utilisant des données chronologiques pour la période 1967-2011, les résultats empiriques ont montré une forte relation positive entre la soutenabilité de la dette extérieure, les exportations et le PIB. Les résultats révèlent en outre une relation négative entre la soutenabilité de la dette extérieure, la dette intérieure et la dette extérieure. Certaines implications politiques émergent de l'étude. Pour améliorer la soutenabilité de la dette extérieure du Kenya, le gouvernement doit augmenter son PIB et ses exportations, car cela conduira à une augmentation de la soutenabilité de la dette extérieure.

3. Approche méthodologie

L'approche adoptée dans cette étude est mixte (quantitative et qualitative) et se veut analytique et explicative, en vue de diagnostiquer la dynamique de la dette publique congolaise et d'en apprécier la soutenabilité à moyen et long terme.

- **Revue documentaire :** Une analyse documentaire approfondie constitue la première étape. Elle vise à :

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 30, Juin 2025

  - Identifier les fondements théoriques de la soutenabilité (approche intertemporelle, règle de non-Ponzi, condition r < g, fatigue fiscale, dominance budgétaire).
  - Recenser les principales études empiriques portant sur des pays africains (Akiyo & Gbaguidi, Nsambu et al., Sundus et al.) pour en tirer les variables explicatives pertinentes.
  - Situer la RDC dans une perspective comparative en s'appuyant sur les rapports de la DGDP, du FMI et de la Banque mondiale.
- **Analyse descriptive :** À partir des données collectées entre 2015 et 2024 auprès de la DGDP, de la BCC et d'autres sources officielles :
  - Reconstitution de la structure de la dette publique (intérieure/extérieure, bilatérale/multilatérale).
  - Analyse des indicateurs de viabilité (dette/PIB, service/recettes, taux de croissance, inflation).
  - Identification de ruptures de trajectoire liées à des événements exogènes (crise Covid-19, réformes fiscales, relance post-Covid, choc sur les matières premières).
- **Modélisation économétrique :** La soutenabilité est testée à travers des modèles ARDL (Autoregressive Distributed Lag) ou ECM (Error Correction Model), selon la stationnarité des séries. Une fonction type pourrait être :
  - Δ Dette_t = f(Solde primaire_{t-1}, r-g, Inflation, Taux de change, Ouverture commerciale, Qualité institutionnelle)
  - Les tests de co-intégration permettront d'identifier les relations de long terme entre la dette et ses déterminants.
- **Approche qualitative :** Pour compléter l'analyse quantitative, l'étude prévoit une enquête qualitative via des entretiens semi-directifs avec des responsables de la DGDP, du ministère des Finances, de la BCC et de partenaires techniques et financiers (FMI, Banque mondiale). L'objectif est de cerner des facteurs institutionnels, juridiques, politiques ou contextuels non observables dans les bases de données chiffrées.
- **Triangulation des résultats :** Les résultats issus des analyses descriptive, économétrique et qualitative seront confrontés pour :
  - Confirmer ou nuancer les hypothèses formulées en amont.
  - Enrichir l'explication des résultats économétriques par des réalités de terrain.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 30, Juin 2025

- Déboucher sur un diagnostic plus robuste de la soutenabilité.

4. Résultats

Après avoir exposé les principaux fondements théoriques et empiriques relatifs à la soutenabilité de la dette publique, il importe désormais d'analyser concrètement la situation de la République Démocratique du Congo (RDC). Cette section présente ainsi les résultats issus de l'évaluation de l'évolution récente de la dette publique congolaise, en mettant en lumière aussi bien l'encours global de la dette extérieure et intérieure, que le ratio dette/PIB, indicateur clé de la capacité de remboursement du pays. L'analyse intègre également l'évolution du service de la dette au cours des dernières années, en vue d'apprécier l'effort budgétaire consenti par l'État pour honorer ses engagements financiers. Ces résultats permettront de mieux appréhender la dynamique actuelle de l'endettement public de la RDC ainsi que les principaux défis à relever pour assurer sa soutenabilité à moyen et long terme.

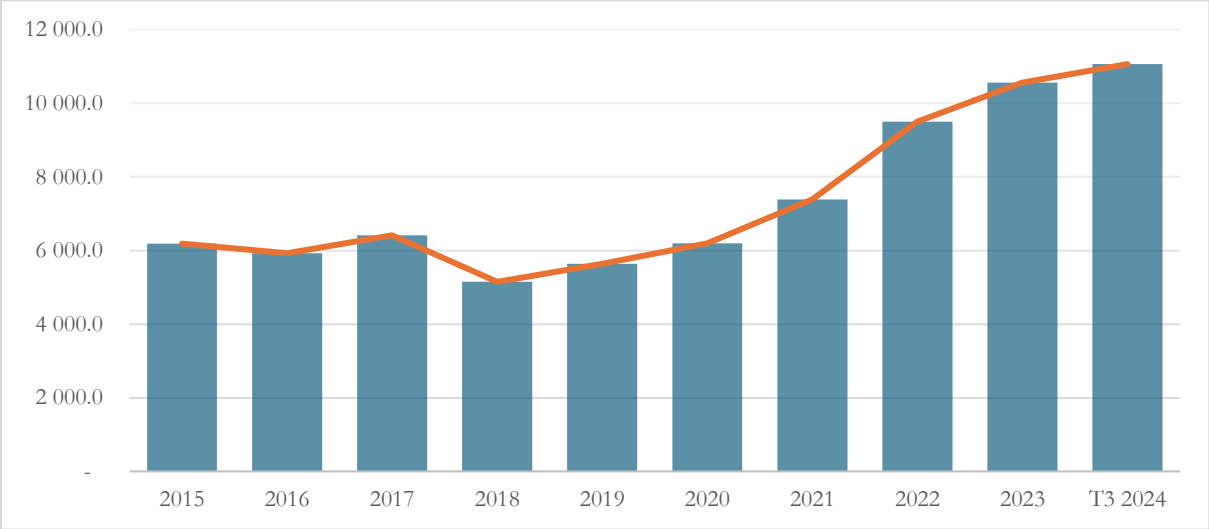
a) Encours de la dette publique congolaise

Le taux d'endettement public de la RDC est passé de 121% en 2009 à **26% en 2010,** à la suite de l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (I-PPTE). L'encours de la dette extérieure évalué 13,7 milliards USD avant le point d'achèvement a fortement diminué pour passer à 6,6 milliards USD en fin 2013.

Au troisième trimestre 2024, la dette publique congolaise s'est globalement établie à 11,1 milliards USD dont 7,4 milliards USD d'endettement extérieur, soit seulement moins d'un milliard USD de plus par rapport à son niveau de 2013. Toutefois, entre 2018 et 2024, l'encours global de la dette publique a plus que doublé, passant respectivement de 5,1 milliards USD à 11,1 milliards.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 30, Juin 2025

Graphique 1. Encours de la dette publique congolaise, de 2015 à 2024 (en millions USD)

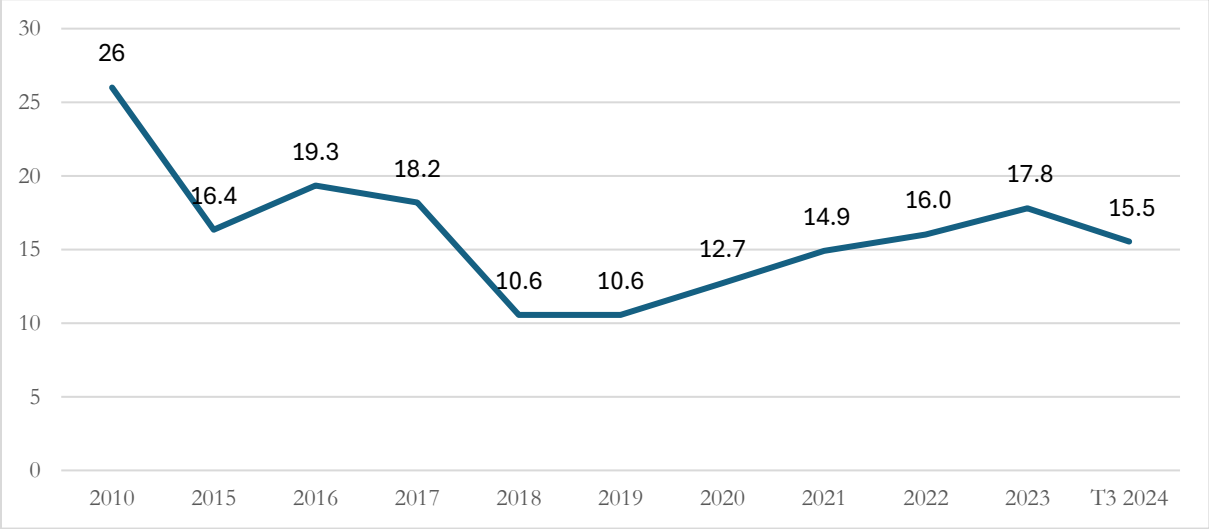


Source : Nous-même sur base des rapports de la Direction Générale de la Dette Publique (DGDP)

Cependant, l'expression de la dette en valeur absolue ne veut rien dire en économie. Elle n'a de sens que lorsqu'elle est rapprochée au produit intérieur brut (PIB). Il s'agit de comparer ce qu'un pays doit à ce qu'il produit. Le ratio dette/PIB indique de manière fiable la capacité d'un pays à rembourser ses dettes.

Ce ratio a été de 15.5% en RDC au 3ème trimestre 2024, incluant les arriérés budgétaires (une partie de la dette intérieure), contre 26% en 2010, 19,3% en 2016, 10,6% en 2019. Il est resté en deçà de 20% entre 2015 et 2024. **La RDC est le pays le moins endetté en Afrique subsaharienne** dont la moyenne d'endettement est de près de 59% (FMI, octobre 2024).

Graphique 2. Evolution du ratio dette/PIB de la RDC, de 2010 à 2024 (en %)



Source : Nous-même sur base des rapports de la DGDP

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 30, Juin 2025

La dette extérieure contractée principalement auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux[1] a connu une augmentation importante en 10 ans, soit plus de 50% entre 2015 et 2024. Elle est donc passée de 4,8 à 7,4 milliards USD entre les deux périodes susmentionnées. Une fois de plus, lorsqu'on mesure cette dette extérieure par rapport au PIB de la RDC sur la même période, on obtient plutôt un ratio en baisse, passant de 12,7% en 2015 à 10,4% au troisième trimestre de l'année 2024.

Tableau 1. Dette extérieure de la RDC, de 2015 à 2024 (en millions USD)

	2015	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**T3 2024**
Bilatéraux	1,284.1	1,235.8	1,301.0	1,311.8	1,314.0	1,239.8
Multilatéraux	2,121.3	2,835.0	3,392.1	4,195.6	5,372.8	5,861.7
Banques commerciales	1,238.4	0.3	0.3	0.3	30.0	157.5
Fournisseurs	145.7	143.2	97.1	97.1	97.1	97.1
Autres créanciers	7.3	34.9	77.5	54.6	31.5	20.1
Encours dette extérieure	**4,796.8**	**4,249.1**	**4,868.0**	**5,659.3**	**6,845.4**	**7,376.2**
Ratio dette ext./PIB (%)	**12.7**	**8.7**	**9.8**	**9.5**	**11.5**	**10.4**

Source : Elaboré par nous-même sur base des rapports de la DGDP

Les emprunts issus de la coopération bilatérale sont dominés par la Chine (Eximbank China) et l'Inde (Eximbank India). Les emprunts multilatéraux quant à eux sont principalement constitués des dettes envers la Banque mondiale (IDA[2]) et du Fonds monétaire international (FMI).

Les financements provenant de l'IDA sont directement dirigés vers les agences d'exécution gouvernementales préalablement choisies pour des projets spécifiques. Ces fonds ne passent donc pas par le Trésor public.

[1] Les emprunts contractés dans le cadre des partenariats bilatéraux et multilatéraux représentent 96% de la somme de la dette extérieure de la RDC au 4ème trimestre 2024. La dette extérieure souveraine est quasi-nulle.
[2] IDA : International Development Association (Association internationale de Développement), institution de la Banque mondiale qui aide les pays les plus pauvres de la planète, en leur accordant des prêts et des dons.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 30, Juin 2025

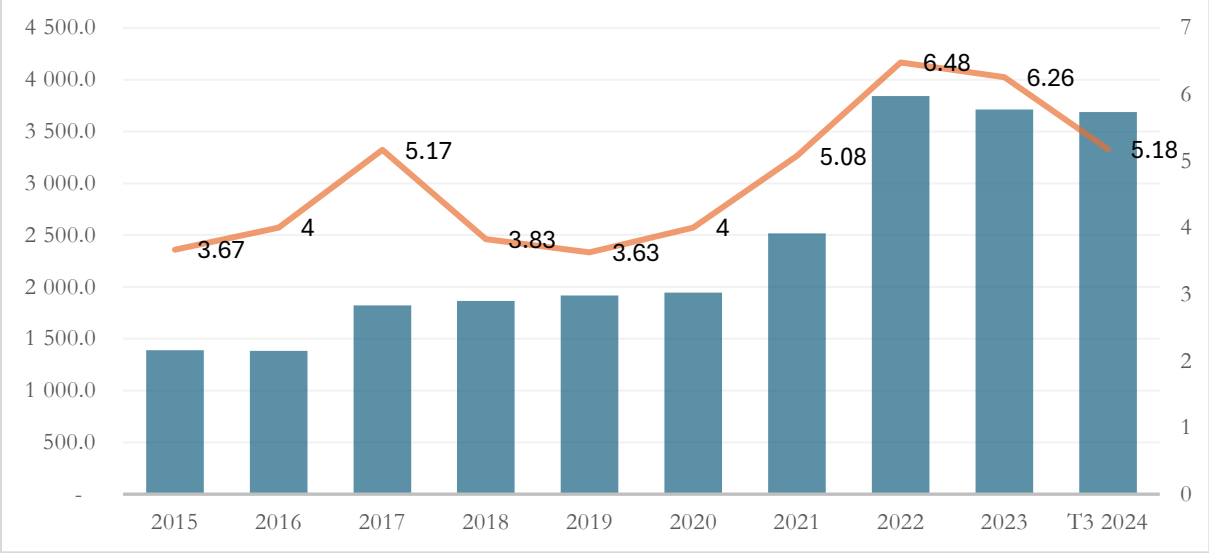
Les prêts accordés par le FMI à la RDC sont réalisés soit à travers les droits de tirage spéciaux (DTS), soit au titre d'appuis budgétaires, soit au titre d'appui à la balance de paiement. Le programme économique et financier du Gouvernement appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC) conclu avec le FMI pour la période allant de 2021 à 2024 a permis au Gouvernement d'obtenir entre autres un financement d'un montant total de 1,5 milliard DTS (équivalent à près de 1,4 milliard USD lors de la conversion). La moitié de cette somme a été cédée à la Banque centrale du Congo pour renforcer les réserves de change du pays et la différence a financé la première phase du Programme de développement local des 145 territoires (PDL-145). D'autres financements du FMI ont concerné l'appui à la balance de paiements, c'est-à-dire les réserves de change.

Les dettes intérieures de la RDC sont constituées en grande partie des obligations envers la Banque centrale du Congo et des arriérés budgétaires.

La dette envers la BCC est née de l'assainissement des comptes de l'institut d'émission. Il s'agit en d'autres termes de la titrisation des créances de la BCC sur le Trésor public. Cette opération a conduit à la conversion des avances de la BCC en obligations du Trésor et de ses pertes d'exploitation cumulées en billets à ordre. La somme totale de la dette du pouvoir central envers la BCC est de 2 milliards USD, représentant 55% de la somme des dettes intérieures. Cette prise en considération des créances de la BCC sur le Trésor public à partir de 2022 explique l'augmentation de l'encours de la dette intérieure, comme nous pouvons le voir dans le graphique ci-dessous. Contrairement à la dette extérieure, le ratio dette intérieure/PIB a augmenté au cours des dix dernières années, passant de 3,7% en 2015 à 5,2% au 3ème trimestre 2024, bien que sa tendance demeure baissière depuis 2023.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 30, Juin 2025

Graphique 3. Evolution de l'encours de la dette intérieure et du ration dette intérieure/PIB (en millions USD et en %



Source : Nous-même, sur base des rapports de la DGDP. L'histogramme et la courbe représentent respectivement l'évolution de l'encours de la dette intérieure et le ratio dette intérieure/PIB (en pourcentage).

Les arriérés budgétaires quant à eux représentent près de 42% de la dette intérieure. Ils s'élèvent à 1,5 milliard USD, contre 1,9 milliard USD en 2018 et sont constitués de la dette sociale, des condamnations judiciaires et indemnisations diverses, des dettes des marchés de fourniture, entre autres.

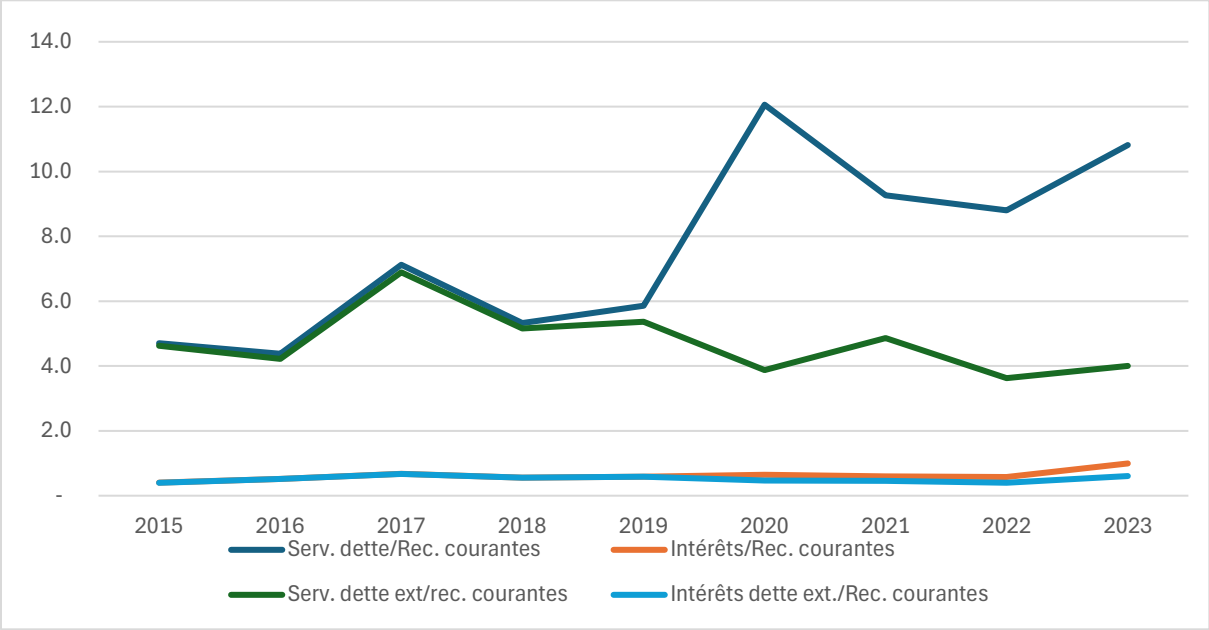
Toutefois, l'accroissement des bons et obligations du Trésor au courant de l'année 2024 risque d'augmenter l'encours de la dette intérieure et partant, le ratio de la dette publique sur le PIB. En effet, l'encours des titres publics aurait sensiblement accru au courant du 2ème semestre 2024. Le prochain rapport de la DGDP nous fournira suffisamment d'informations y relatives.

b) Service de la dette publique

Le service de la dette représente en moyenne 8% des recettes courantes mobilisées sur les 9 dernières années, soit entre 2015 et 2023. Ce ratio est passé de 4,7% en 2015 à 10,8% en 2023. Cet accroissement est principalement dû à l'augmentation du service de la dette intérieure, suite aux remboursements des titres publics en principal surtout, à partir de l'année 2020, comme on peut le voir dans le graphique ci-dessous. Entre 2015 et 2019, la courbe du service de la dette globale se confond à celle de la dette extérieure, le remboursement de la dette intérieure étant marginal.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 30, Juin 2025

Graphique 4. Evolution du service de la dette, de 2015 à 2023 (en %)



Source : Elaboré par nous, sur base des données de la DGDP et de la BCC

Les intérêts payés quant à eux ne représentent que 0,6% des recettes domestiques. Ce ratio est de 12% en moyenne en Afrique subsaharienne, plus de 20% dans près d'un quart des pays de cette partie du continent. Il est de près de 15% en Angola, au Ghana, au Nigeria et en Zambie (FMI, octobre 2024).

Les intérêts de la dette extérieure rapprochés aux recettes internes représentent un ratio moyen de 0,5% durant la période susmentionnée, comme on peut bien le voir à travers le tableau ci-dessous.

Tableau 2. Service de la dette publique, de 2015 à 2023

	millions USD 2015	*millions USD* 2016	*millions USD* 2017	*millions USD* 2018	*millions USD* **2019**	*millions USD* **2020**	*millions USD* **2021**	*millions USD* **2022**	*millions USD* **2023**	*millions USD* **Total/moyenne**
Dette extérieure	**220.6**	**152.8**	**214.0**	**225.2**	**228.4**	**145.9**	**282.3**	**333.8**	**296.8**	**2,099.7**
Principal	201.4	134.0	193.1	201.1	203.6	128.2	255.6	297.1	251.8	1,865.8
Intérêts	19.2	18.7	20.8	24.2	24.8	17.7	26.7	36.7	45.0	233.8
Dette intérieure	**3.5**	**5.6**	**7.2**	**7.3**	**21.0**	**307.9**	**255.4**	**476.8**	**505.1**	**1,589.9**
Principal	3.5	5.6	7.2	7.3	21.0	301.4	247.3	460.1	476.4	1,529.8
Intérêts	-	-	-	-	-	6.5	8.1	16.8	28.7	60.1
Total	**224.2**	**158.4**	**221.2**	**232.6**	**249.4**	**453.8**	**537.7**	**810.6**	**801.9**	**3,689.6**
Principal	204.9	139.6	200.3	208.4	224.5	429.6	502.9	757.2	728.2	3,395.7
Intérêts	19.2	18.7	20.8	24.2	24.8	24.2	34.8	53.5	73.7	293.9
Recettes courantes	**4,768.4**	**3,617.9**	**3,105.5**	**4,367.7**	**4,259.7**	**3,762.6**	**5,801.5**	**9,207.4**	**7,412.5**	**46,303.2**
Service de la dette/recettes courantes	4.7	4.4	7.1	5.3	5.9	12.1	9.3	8.8	10.8	8.0
Intérêts/recettes courantes (%)	0.4	0.5	0.7	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	1.0	0.6
Service de la dette ext /recettes courantes (%)	4.6	4.2	6.9	5.2	5.4	3.9	4.9	3.6	4.0	4.5
Intérêts dette ext/recettes courantes (%)	0.4	0.5	0.7	0.6	0.6	0.5	0.5	0.4	0.6	0.5

Source : Elaboré par nous sur base des données de la DGDP et de la Banque centrale du Congo

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 30, Juin 2025

5. Discussion des résultats

L'analyse des données sur la dette publique congolaise met en évidence plusieurs éléments importants qu'il convient de discuter au regard des enseignements théoriques et empiriques de la littérature.

1. Un niveau d'endettement globalement modéré au regard des standards internationaux

Avec un ratio dette/PIB de 15,5% au troisième trimestre 2024, la RDC affiche un niveau d'endettement relativement faible comparé à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (59%) et à d'autres pays en développement. Ce résultat confirme la position du pays parmi les économies les moins endettées de la région. Selon la littérature, un faible ratio dette/PIB est généralement interprété comme un facteur favorable à la soutenabilité, dans la mesure où il limite les risques de surendettement et laisse des marges de manœuvre budgétaires pour faire face aux chocs futurs (Mankiw, 2014 ; Ostry et al., 2010).

2. Une hausse sensible de l'encours de la dette entre 2018 et 2024

Malgré ce niveau relativement bas, l'encours global de la dette publique a plus que doublé en six ans, passant de 5,1 milliards USD à 11,1 milliards USD. Cette dynamique s'explique notamment par l'augmentation des financements extérieurs multilatéraux (Banque mondiale, FMI) et la croissance de la dette intérieure liée à la titrisation des créances de la Banque centrale. Cette évolution rapide pourrait, à terme, poser la question de la soutenabilité si elle se poursuivait sans correspondre à un renforcement des capacités économiques et fiscales du pays. De surcroît, l'accroissement attendu de l'encours des bons et obligations eu Trésor sur le marché financier intérieur risque faire grimper considérablement l'encours global de la dette publique congolaise.

3. La composition de la dette : une prédominance des créanciers multilatéraux et bilatéraux

L'analyse de la structure de la dette extérieure montre une forte dépendance vis-à-vis des institutions multilatérales et de quelques partenaires bilatéraux comme la Chine et l'Inde. Cette composition présente à la fois des avantages (conditions concessionnelles, assistance technique, appuis budgétaires) et des risques de dépendance vis-à-vis de partenaires spécifiques. L'article 15 de la loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques interdisant formellement le recours aux emprunts auprès du secteur bancaire local et du marché financier international doit être modifié en vue d'élargir les marchés d'emprunts du Gouvernement congolais. La littérature souligne que la diversification des sources de financement constitue un facteur important pour limiter les risques de refinancement et d'instabilité budgétaire (Calvo, 1988 ; Koech, 2012).

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 30, Juin 2025

4. Une pression modérée du service de la dette

Le service de la dette représente en moyenne 8% des recettes courantes entre 2015 et 2023, un ratio qui reste modéré comparativement à de nombreux pays africains. Toutefois, l'augmentation récente du service de la dette intérieure, notamment à partir de 2020, mérite une attention particulière car elle pourrait, en cas de poursuite de cette tendance, réduire les marges budgétaires disponibles pour les investissements prioritaires.

5. Les risques futurs : vulnérabilité aux chocs exogènes et besoin de discipline budgétaire

Les résultats indiquent que la RDC conserve, pour l'heure, une trajectoire d'endettement relativement soutenable. Cependant, la soutenabilité future reste conditionnée à plusieurs facteurs : la stabilité politique et institutionnelle, la capacité à maintenir une croissance économique soutenue, une gestion rigoureuse de la politique budgétaire pour limiter les déficits, et la maîtrise de la dette intérieure. Comme le souligne la littérature empirique (Nsambu et al., 2023 ; Sundus et al., 2022), une gestion prudente des finances publiques, adossée à des institutions solides, demeure essentielle pour préserver la viabilité de la dette publique à long terme.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 30, Juin 2025

6. Conclusion

L'analyse de la dette publique de la République Démocratique du Congo met en évidence une situation relativement confortable au regard des standards internationaux, avec un ratio dette/PIB largement inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Toutefois, cette apparente soutenabilité ne doit pas occulter certaines dynamiques préoccupantes, telles que la croissance rapide de l'encours de la dette au cours des dernières années et l'augmentation progressive du service de la dette intérieure.

La structure de la dette congolaise, dominée par les créanciers multilatéraux et bilatéraux, offre des conditions de financement souvent favorables, mais expose également le pays à des risques de concentration et de dépendance vis-à-vis de partenaires spécifiques. De plus, la gestion des arriérés budgétaires et des engagements vis-à-vis de la Banque centrale reste un défi à surveiller étroitement pour assurer une trajectoire budgétaire soutenable.

Les enseignements théoriques et empiriques montrent qu'au-delà du niveau d'endettement, la soutenabilité dépend fondamentalement de la capacité de l'État à générer une croissance économique robuste, à maîtriser ses déficits budgétaires et à renforcer ses institutions de gouvernance financière. Une discipline budgétaire renforcée, associée à une politique de développement économique inclusive et soutenue, permettra de consolider la position financière du pays tout en préservant sa stabilité macroéconomique.

En définitive, la RDC dispose encore de marges de manœuvre importantes pour mobiliser des financements en vue de son développement. Toutefois, la prudence s'impose afin d'éviter que l'accumulation de la dette ne compromette, à moyen et long terme, les équilibres macroéconomiques et les capacités de financement des générations futures.

African Scientific Journal
ISSN : 2658-9311
Vol : 03, Numéro 30, Juin 2025

Bibliographie

1. Akiyo, S. & Gbaguidi, J. (2023). *Déterminants du niveau de la dette publique au Bénin*. Revue Africaine d'Économie et de Développement.
2. Barro, R. J. (1979). *On the Determination of the Public Debt*. Journal of Political Economy, 87(5), 940-971.
3. Blanchard, O., & Fischer, S. (1989). *Lectures on Macroeconomics*. MIT Press.
4. Buiter, W. H. (1985). *A Guide to Public Sector Debt and Deficits*. Economic Policy, 1(1), 13-79.
5. Calvo, G. A. (1988). *Servicing the Public Debt: The Role of Expectations*. American Economic Review, 78(4), 647-661.
6. FMI (2002). *Soutenabilité de la dette publique : Cadre d'analyse et recommandations*. Fonds Monétaire International.
7. Koech, J. (2012). *Determinants of External Debt Sustainability in Kenya*. Kenya Institute for Public Policy Research and Analysis.
8. Leeper, E. M. (1991). *Equilibria under 'active' and 'passive' monetary and fiscal policies*. Journal of Monetary Economics, 27(1), 129–147.
9. Mankiw, N. G. (2014). *Principles of Economics* (7th ed.). Cengage Learning.
10. Nsambu, K., et al. (2023). *Analyse empirique de la dynamique de la dette publique en Ouganda*. Journal of African Fiscal Studies.
11. Ostry, J. D., Ghosh, A. R., Kim, J. I., & Qureshi, M. S. (2010). *Fiscal Space*. IMF Staff Position Note SPN/10/11.
12. Sargent, T. J., & Wallace, N. (1981). *Some Unpleasant Monetarist Arithmetic*. Federal Reserve Bank of Minneapolis Quarterly Review, 5(3), 1-17.
13. Sundus, A., et al. (2022). *Dynamics and Sustainability of Public Debt in Pakistan: An ARDL Approach*. Asian Journal of Economic Studies.
14. Werake, W. (2024). *Sustainability of Public Debt: A Literature Review*. International Journal of Fiscal Policy, 12(1), 56-78.